

Délibération n° 2018-11-29/20

Objet : Adhésion au contrat groupe avec le CDG34 : Protection sociale complémentaire santé – Participation de la collectivité avec modulation sociale

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 29 NOVEMBRE 2018**

L'an deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 23 novembre 2018, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

La séance a été publique.

Présents : J.P. Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne
M. Pellet - J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet – C. Moreteau - B. Rodriguez – M. Litton - F. Boyer -
J.M Leïendeckers – R. Casas Mateu – A. Jamet - B. Cosme – I. Gianiel

Absents représentés : G. Riguidel excusé, pouvoir à M. Pellet - S. Riscal excusée, pouvoir à J.M. Malek - A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – B. Deltour excusé, pouvoir à J.P. Rico – G. Della Ragione excusé, pouvoir à X. Mirault - S. Waselynck excusé, pouvoir à A. Jamet

Absents : C. Germain – A. Estève - C. Prost

Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines et à l'emploi, rapporte :

Vu l'article 22 bis-I de la loi du 13 juillet 1983 qui dispose que « *les communes et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent* » ;

Vu l'article 22 bis-II de la loi du 13 juillet 1983 qui dispose que « *la participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités* » ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu les interprétations données par la circulaire d'application n°12-010605D du 25 mai 2012 ;

Vu la délibération n° 2017-12-14/15 adoptée par le Conseil municipal le 14 décembre 2017 par laquelle la commune a décidé de se joindre à la procédure de mise en concurrence organisée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34) en vue de la conclusion d'une convention de participation pour le risque « *santé* » ;

Considérant qu'à l'issue de ladite procédure de mise en concurrence, le CDG 34 a retenu l'offre proposée par le groupement formé par ALTERNATIVE COURTAGE et MNFCT ;

Vu l'avis rendu par le Comité technique le 29 octobre 2018 ;

Considérant que le contrat objet de la présente délibération garantit la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités ;

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Adhérer à la mission Protection sociale complémentaire du CDG 34 dont la cotisation annuelle a été fixée par le conseil d'administration, en séance du 1^{er} juin 2018, à 0,05 % de la masse salariale ;
- Adhérer à la convention de participation conclue par le CDG 34 pour une durée de six ans avec le groupement formé par ALTERNATIVE COURTAGE et MNFCT, et par conséquent d'autoriser M. le Maire à conclure une convention avec le CDG 34, matérialisant ladite adhésion ;
- Dire que la collectivité participera à compter du 1^{er} janvier 2019 au financement de la protection sociale complémentaire de ses agents, fonctionnaires et contractuels de droit public et de droit privé, pour le risque « *santé* » ;
- Moduler la participation en prenant en considération la catégorie d'emploi des agents ;
- Dire que les montants mensuels de participation sont égaux aux montants indiqués dans le tableau figurant en annexe n°1 de la présente délibération ;
- Dire que conformément au 2^{ème} alinéa de l'article 1^{er} du décret du 8 novembre 2011 qui dispose que « *le bénéfice des dispositifs d'aide est réservé aux agents et aux retraités des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui bénéficient d'une convention de participation* », seuls les agents qui adhéreront aux garanties proposées par la collectivité pourront bénéficier de la participation mentionnée à l'alinéa précédent.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 29 novembre 2018
Le Maire
Jean-Pierre RICO

